

AVOCATS

Plaidoyer pour la révision  
de tous les procès liés  
à l'acte de gestion

Des avocats appellent à une définition plus claire de la décision récente du président de la République relative au projet de dépénalisation de l'acte de gestion. Nombre d'entre eux ont favorablement accueilli cette mesure, toutefois, «le plus important est de réhabiliter ceux qui ont été condamnés pour des actes de gestion».

Un groupe d'avocats connus sur la place d'Alger revendique le réexamen des procès des cadres déjà condamnés dans des affaires de gestion. A cet effet, ils comptent saisir Abdelaziz Bouteflika, en sa qualité de premier magistrat du pays, pour instruire la chancellerie à l'effet de réexaminer tous les procès relatifs à cette question.

La demande pourrait se faire sous forme d'une requête qui sera adressée à la présidence de la République et qui sera rendue publique quelques jours après.

Le projet de dépénalisation de l'acte de gestion a été favorablement accueilli par les avocats qui ont estimé qu'il mettra fin à la « confusion » ayant fait des victimes parmi les cadres gestionnaires et libérera l'acte d'entreprendre.

Notons qu'un grand nombre de cadres gestionnaires croupissent dans les prisons pour des affaires liées à l'acte de gestion de leur entreprise. On peut citer, notamment, les cadres dirigeants d'Algérie Télécom, d'Algérie Poste, de la SNTA, de la SNTF.

En effet, le président de la République avait chargé le gouvernement, lors du dernier Conseil des ministres, de préparer les dispositions législatives appropriées en vue de la dépénalisation de l'acte de gestion. «Je demande aux cadres et gestionnaires publics à s'atteler sereinement à leur mission, en faisant confiance à l'Etat qui les emploie et à la justice indépendante», avait souligné le président Bouteflika.

Maître Miloud Brahimi avait affirmé, à ce sujet, que «contrairement à ce que l'on pense, c'est la mesure la plus importante prise par le chef de l'Etat lors du dernier Conseil des ministres, même si, pour beaucoup, il est plutôt question de la levée de l'état d'urgence». Cet avocat explique que «le système a existé avant l'instauration de l'état d'urgence et il existera après sa levée, par contre la pénalisation de l'acte de gestion est consubstantielle à ce système». Il avait ajouté que dépénaliser l'acte de gestion est «un signe fort de l'évolution dans la bonne direction», parce qu'«il y a eu une injustice énorme subie par nos cadres gestionnaires qui, enfin, ne vont plus servir de paravent en l'absence de lutte réelle contre la corruption».

L'avocat Mokrane Aït Larbi a, pour sa part, souligné que «ce n'est pas à la justice de gérer l'acte de gestion». Et de déplorer que beaucoup de cadres gestionnaires ont été jugés sur des actes de gestion. «La justice pénale ne doit intervenir que dans les cas d'abus de pouvoir et de détournement. Tout le reste doit être dépénalisé», a-t-il soutenu. Pour nombre de magistrats, dépénaliser l'acte de gestion, c'est «libérer l'acte d'entreprendre» et que l'acte matériel de l'infraction de la mauvaise gestion est «difficilement détectable et est toujours sous l'appréciation des magistrats».

Ils estiment aussi que l'acte de la mauvaise gestion reste au niveau de l'action disciplinaire et tout gestionnaire relève d'une tutelle qui peut le sanctionner.

L'article 421 de la loi 82-04 du 13 février 1982 du code pénal stipule que «quiconque, n'ayant, dans des circonstances dépendant de sa volonté, pas pris ou tenté de prendre les mesures nécessaires relevant de ses prérogatives pour éviter ou limiter le dommage, aura de ce fait laissé périr, se détériorer, ou se dissiper des biens, du matériel, des matériaux, des produits industriels ou agricoles, des valeurs ou documents appartenant à l'Etat ou à l'un des organismes visés par l'article 119, est puni d'un emprisonnement de deux ans à cinq ans et d'une amende de 2000 à 10 000 DA».

L'article 119, quant à lui, cite les magistrats, les fonctionnaires, les officiers publics ainsi que toute personne investie d'une fonction ou d'un mandat, même temporaire, rémunéré ou gratuit concourant, à ce titre, au service de l'Etat, des collectivités locales, des établissements et organismes de droit public ainsi que des entreprises publiques économiques et de tout organisme de droit privé assurant la gestion d'un service public.

Abder Bettache

L'OUVERTURE DE L'ENTV, L'EMPLOI  
ET LE LOGEMENT À L'ORDRE DU JOUR

Réunion du gouvernement  
demain

**Ahmed Ouyahia a convoqué le gouvernement pour une réunion «spécial crise» pour demain, a-t-on appris de source bien informée. La réunion se penchera, en effet, sur les «mesures d'urgence» que Bouteflika a ordonnées pour faire face à ce qu'il a appelé «les derniers événements qui ont secoué le pays».**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - «En premier lieu, nous révèle notre source, le brûlant dossier de l'ouverture de la télévision et de la radio au débat politique contradictoire et ouvert à l'opposition».

Le gouvernement se penchera prioritairement sur cette question avec, notamment «l'adaptation de certains textes avec la nouvelle orientation des médias publics». Car, outre le très convoité journal télévisé, il sera question d'aller vers la pro-

grammation «d'émissions spécialisées», notamment politiques.

Un véritable casse-tête chinois pour un pouvoir qui a tout simplement confisqué l'ENTV, la Radio nationale et l'agence APS depuis 1999 pour en faire de simples appareils de propagande au service exclusif de Bouteflika.

La pression des événements a-t-elle fini par pousser Bouteflika jusqu'à admettre des émissions politiques aussi

intenses que celles qui avaient suivi l'ouverture fin des années quatre-vingt ? Ou alors ne s'agit-il finalement que d'une «ouverture sous haute surveillance», comme le fait si bien le pouvoir en période de campagnes électorales ?

Les décisions que prendra le gouvernement demain donneront, peut-être, un début de réponse à la question. S'agissant du second dossier lourd inscrit à l'ordre du jour de la réunion du gouvernement, à savoir celui de l'emploi, notre source nous confie que les «instructions sont claires : passer au peigne fin toutes les formules actuellement existantes. Le gouvernement doit trouver des solutions pratiques et rapides à toute éventuelle

entrave, à quelque niveau que ce soit pour accélérer le processus d'embauche, particulièrement celui des jeunes».

Plus clairement, il y a lieu de faire en sorte que cela soit «ressenti» concrètement et dans les meilleurs délais. Et c'est exactement le cas, concernant le troisième grand dossier de ce mercredi, le très brûlant dossier du logement. «Toutes les formules vont être épluchées.»

Car ce dossier reste une véritable bombe à retardement au regard des multiples et répétitives injustices, aux affaires de corruption aussi, accompagnant quasiment à chaque fois les opérations d'attribution de logements. Quelle que soit la formule, d'ailleurs.

K. A.

L'ANEM ASSAILLIE PAR LES DEMANDEURS D'EMPLOI

L'attente couronnée par la déception

**Carton bleu à la main, les demandeurs d'emploi brandissent un carton rouge en direction des pouvoirs publics. Qualifiés ou pas, ils désespèrent de trouver un jour un poste de travail. L'ambiance est loin d'être à l'optimisme au niveau des antennes de l'Anem.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Tout juste dix heures. L'antenne de l'Agence nationale de l'emploi (Anem) de Hassiba-Ben-Bouali est déjà noire de monde. Se côtoient jeunes et moins jeunes, filles et garçons. Les bancs prévus pour accueillir les demandeurs d'emploi s'avèrent peu suffisants. Il y a plus de personnes debout qu'assises au sein de cette antenne au design moderne. Un téléviseur grand écran affiche les offres d'emploi disponibles en plus d'un tableau d'affichage plus classique placé juste à l'entrée.

Deux agents chargés de l'accueil tentent de canaliser les nombreuses personnes qui ont fait le déplacement hier. Il suffit de présenter une carte d'identité pour obtenir un jeton et

attendre son tour patiemment. A dix heures, pas moins de 50 jetons ont déjà été distribués.

Les jeunes demandeurs d'emploi s'impatientent alors que les préposés à l'accueil appellent un après l'autre les demandeurs d'emploi. Hormis ceux qui viennent pour la première fois, tous ont leur carton bleu à la main.

Le document atteste qu'ils ont été inscrits et répertoriés leurs parcours depuis leur inscription à l'agence. Un seul sujet de discussion est sur toutes les lèvres : le chômage. Chacun y va de sa propre expérience. Ils ont tous un point commun : un parcours difficile semé d'embûches. Beaucoup ont cumulé les contrats à durée déterminée et ont végété entre deux contrats. Les petits bou-

lots, les petits salaires, les pressions de l'employeur, ils en connaissent un bout. Ils se racontent leurs déboires, certains d'être compris par leurs compagnons d'infortune. Bien souvent, ils arrivent à l'Anem épuisés par les mois passés à chercher un emploi, à répondre à des offres d'emploi et à déposer leur curriculum vitae partout.

L'Anem est censée centraliser les offres d'emploi et faire des propositions aux demandeurs. Hier, au siège de l'agence à Hassiba-Ben-Bouali, peu de personnes sont reparties avec le sourire ou l'espoir d'être placées.

Des promesses, beaucoup de promesses mais point d'emploi providentiel. «Il ne me reste plus qu'à retourner à la maison, me remettre derrière mon micro et me connecter à Facebook», soupire une jeune fille, habituée des agences de l'Anem. Elle confie avoir tenté sa chance dans plusieurs entreprises pri-

vées et publiques sans succès. Elle peste contre une situation qu'elle trouve aberrante. Elle raconte que très souvent, il y a des dizaines de personnes qui sont orientées vers un même employeur qui n'a qu'un seul poste à proposer.

Un jeune homme peste aussi contre les emplois précaires. Il raconte comment il avait été placé pour quelques mois dans une société située loin de chez lui. Il se rappelle encore le stress que lui provoquait le long trajet qu'il devait effectuer et les menaces de son employeur de mettre un terme à son contrat s'il n'arrivait pas à l'heure.

Après un bref passage dans cette entreprise, il est revenu grossir les rangs des demandeurs d'emploi. Ces derniers ne cachent plus leur mécontentement. Le fossé qui sépare les déclarations d'intention des réalités du terrain ne fait que s'agrandir...

N. I.

TAUX DE CHÔMAGE

Un chiffre au cœur des manipulations

**Officiellement, le taux de chômage serait de 10% en Algérie. Rarement un chiffre aura fait l'objet de tant de controverses. Contesté par les économistes, il est défendu bec et ongles par l'exécutif qui se targue d'avoir accompli une «performance».**

L'Office des statistiques chargé officiellement de donner les indicateurs faisait savoir récemment que l'année précédente s'achevait sur une performance : le taux de chômage se situe à 10,2% contre 11,3% l'année d'avant. L'ONS précisait que ce taux était de 27% en 2001. L'Office ajoutait qu'il existait de grandes disparités entre les deux sexes puisque le taux de chômage masculin n'est que de 8,6% alors que chez les femmes, il est de 18,1%. Le chômage touche, par ailleurs, beaucoup plus les plus jeunes. 21,3% des

chômeurs ont moins de 25 ans, près de trois chômeurs sur quatre sont âgés de moins de 30 ans et 86,7% ne dépassent pas 35 ans. Des chiffres qui parlent d'eux-mêmes et que viennent conforter le rapport de la Banque mondiale de l'année 2010. Ce dernier révèle que trois sur quatre des jeunes diplômés algériens de moins de trente ans sont des chômeurs. En effet, sur les 120 000 diplômés qui quittent chaque année les bancs des universités du pays, 50 000 jeunes se retrouvent sans travail, soit 40%. Une réalité totalement occultée par les pouvoirs publics. Se cachant derrière des chiffres peu représentatifs, ils se contentent d'énumérer des statistiques qui ne rendent pas compte de la misère dans laquelle se débattent des milliers de personnes à la recherche d'un emploi. Les spécialistes sont pourtant formels : les mécanismes utilisés par l'ONS sont à revoir car, estiment-ils, ils ne pren-

nent pas en compte l'ensemble des paramètres. Abderrahmane Mebtoul, économiste, estime dans une analyse que les taux annoncés au début de l'année en cours par l'ONS, concernant le chômage et le travail dans notre pays, sont loin d'être réels. Il affirme que 10,2% est un taux qui ne répond pas du tout à la réalité et qu'il s'agit d'un chiffre «inventé». Selon lui, l'Etat ne dispose d'aucune politique salariale pouvant assurer une baisse réelle du taux de chômage. Il estime que les chiffres sur le chômage sont liés aux chiffres de croissance économique du pays, or ce dernier ne dépassait pas 2% durant les cinq dernières années.

Beaucoup d'observateurs plaident pour la mise en place d'un observatoire indépendant pour éviter le jeu trouble et les manipulations devenues trop nombreuses.

N. I.